

refait la

En même temps, Mao Tse-toung s'efforce d'organiser la relève à la direction du parti et de l'Etat. Pour prévenir une évolution semblable à celle qui a permis à Khrouchchev d'imposer une nouvelle ligne politique trois ans après la mort de Staline, il veut installer ses successeurs de son vivant. Dès janvier 1958, il de-

reponguent à la campagne d'été les récoltes détruites quotidiennement et se retirèrent, lui, sur le « deuxième front », celui des questions idéologiques. La décision est prise en fin d'année, alors que la campagne du Bond en avant bat son plein.

Intérieur

Il faut lancer par le comité central s'accompagne du remplacement de Peng Te-huai par Lin Piao au ministère de la défense. Les problèmes cependant ne sont pas immédiatement résolus. Lin Shao-chi, président de la République depuis le printemps 1959, étend son influence dans le parti, et surtout dans l'armée. Celui qui était jusqu'alors un homme d'ordre, se livre à une relative liberté d'action sur ce « premier front » des responsabilités gouvernementales que lui confie Mao. Les mauvais résultats économiques de l'année 1960, l'effondrement de la production agricole et les désordres entraînés dans l'industrie par le refus des experts soviétiques ébranlant les certitudes aux échelons centraux et locaux.

Le parti communiste en parti-
culier, le comité central, sur-
veille de près, et se préoccupe

la production nationale, même la production soviétique, l'Union soviétique qui se montrait de plus en plus hostile. Dans les rangs divisés du P.C., on en vint à mettre en question parfois la suprématie du chef du parti. Après tout, disent ses adversaires en 1982, s'opposer au président Mao, ce n'est que s'opposer à un tyran, à un chef difficile à braver. Les œuvres de Mao Tse-tung relatives à Liu Shao-chi faisaient rééditer sa brochure *Pour être un bon communiste* en l'expurgant des allusions à l'Union soviétique. Contre ces Soviétiques et

Krouchtchev, le dont il démontre l'absolution. On ne peut pas être un traître dans un État qui se dispute tout entier : contre ceux qui en Chine même jugent excessive la polémique avec l'U.R.S.S., ignorant le déplatement de l'esprit prosaïque de la montagne et les nouveaux éléments bourgeois au cœur même de la société socialiste. Mao assure l'insistance croissante. Mais les autres dirigeants chinois ont été autographes évincés ne se résignent pas à leur défaite, qu'elles mènent un travail de sape dans le régime, que les conflits pourraient devenir trop violente, que déjà certains membres du parti agitent un drapeau qui est celui de la bourgeoisie, et non le drapeau rouge. De fait, ces tentatives régionales ont vu renaître des petites exploitations rurales à responsabilité individuelle. Les communes populaires ont pris une partie de leurs terres pour développer la culture et développer au village. Ici ou là, des manières dégoussées, des paysans

cares

Chine, Mao se rend en août à Chongking, pour parler avec Tehchang des problèmes de la paix et de l'unité du pays. Les négociations aboutissent à la signature le 10 octobre, mais les hostilités reprennent rapidement. Après un janvier de cessez-le-feu, les négociations aboutissent à la signature d'un cessez-le-feu définitif le 27 novembre en juillet.

1949. — Pékin est occupée en janvier par les forces de libération. Celle-ci procède à l'expulsion de Mao. Les troupes nationalistes sont en déroute et Mao proclame la fondation de la République populaire le 1^{er} octobre. Le régime du gouvernement central populaire. En décembre, il se rend à Moscou pour négocier l'adhésion à l'Union d'amitié le 14 février.

1951. — Mao lance une série de campagnes (réforme des villages intellectuels, lutte contre les éléments corrompus, lutte contre les éléments bourgeois). Il appelle à la vigilance à l'égard des contre-révolutionnaires.

1952. — Le président de la République est élu. L'Union soviétique.

1953. — Il recommande l'accélération de la collectivisation dans les campagnes.

1955. — Les dirigeants sont compris dans la presse qu'il n'approuvent pas entièrement les critiques formulées à l'égard de Staline et de l'Union soviétique. Le rôle du parti ne font plus référence à la pensée de Mao.

1957. — Le président du parti insiste sur la nécessité de respecter les contradictions au sein du peuple, sur la persistance de la lutte des classes d'une part, sur le maintien nécessaire des libertés fondamentales d'autre part, sur la majorité de la population d'autre part.

1958. — A la dernière session du congrès du P.C. Liu Shao-chi

June 1964

1947. — Le problème des problèmes de la paix et de l'unité du pays. Les négociations aboutissent à un accord le 10 novembre 1947, qui prévoit la réouverture rapidement. Après un bref accord de cessez-le-feu, en janvier 1948, la guerre civile éclate.

1949. — Pékin est occupée en janvier par l'armée de libération. Les troupes communistes entrent dans Pékin et Mao proclame la fondation de la République populaire. Le 1^{er} septembre 1949 devient par la suite le jour de la fondation du gouvernement communiste.

En décembre, il se rend à Moscou et y signe un traité d'amitié et d'alliance.

1951. — Mao lance une série de campagnes (réforme des vieux intellectuels, lutte contre les éléments réactionnaires, etc.).

Il appelle à la vigilance l'égard des contre-révolutionnaires.

1952. — Il est élu président de la République.

1955. — Il recommande la réduction de la collectivisation dans les campagnes.

1957. — Les dirigeants font comprendre dans la presse qu'ils n'approuvent pas entièrement les critiques formulées à l'égard de Staline par Nikita Khrouchtchev. Le rôle du parti se voit plus référence à la pensée de Mao.

1957. — Le président du parti insiste, dans une longue conférence, sur la contradiction entre la lutte pour la persistance de la lutte des classes d'une part, sur le maintien nécessaire des libertés fondamentales d'autre part, la majorité de la population d'autre part.

1958. — A la dernière session du congrès du P.C., Liu Shao-chi

مکتبہ اسلامیہ

RÉSIDENT

irvoyée

Vers une démocratisation

ACHÉ M.P. 2500

150

MAO TSE-TOUNG

Une philosophie de la révolution par les masses populaires

par JEAN GOLFIN (*)

Le socialisme de Mao Tse-toung a voulu être une synthèse entre des changements radicaux et un réalisme typiquement chinois. Cette synthèse, c'est la révolution conçue comme un mouvement ininterrompu par lequel l'homme réforme sa vision du monde et crée ainsi une civilisation nouvelle. Car, pour Mao, la formation d'un Etat moderne et puissant serait sans lendemain si elle ne s'accompagne pas de la naissance d'une civilisation qui soutienne cet Etat et le justifie en lui conférant sa finalité. Face à l'ancienne Chine, dominée par le mandarinat et l'humilité soumission des gouvernés au gouvernant, la « voie nouvelle » se présente comme prolétarienne, militante et critique : ces trois caractères font son originalité.

I. — LE PRIMAT DU PEUPLE
C'est au peuple, dans sa grande majorité paysanne, que Mao a confié la tâche de bâtir la société nouvelle, socialiste par sa base économique, prolétarienne dans son esprit. Ce socialisme est d'ailleurs très mis en effet, appartenant à l'Etat, aux collectivités locales — provinces, communes populaires, villages — et, dans une certaine mesure, aux familles. Mais ces structures, établies par le pouvoir politique, demeurent fragiles si elles ne sont pas animées par un esprit correspondant, c'est-à-dire des idées et des attitudes concrètes.

Or la longue période de la guerre révolutionnaire a fait éclore, dans un moment qui les exigeait, des « belles qualités de l'âme prolétarienne », qui sont celles des pauvres et des opprimés : oubli de soi, service mutuel, dévouement, ingéniosité, affrontement de toutes les difficultés, mort comprise, existence frugale. Le monde que détermine cet esprit prolétarien est rude, austère, voué au travail avec toute l'endurance, la patience, la ténacité et la compétence que le travail exige ; l'intérêt public y doit avoir la primauté sur toutes les formes de l'intérêt privé ; et tout ce qui se fait doit y être marqué de l'esprit de pauvreté. Pour Mao Tse-toung, le prolétariat n'est pas une « classe économique » : il est un « esprit », et qui doit demeurer tel, même lorsque les conditions matérielles de l'existence approcheront de l'abondance. C'est en ce sens, qu'il faut comprendre ce qu'il n'a jamais cessé de répéter : la Chine ne changera pas de couleur. Elle ne reviendra pas au monde de la possession et à l'esprit de jouissance.

Mais croire que les structures économiques, la technique et l'ensemble des forces matérielles peuvent engendrer, par leur simple jeu, cette morale nouvelle, c'est, aux yeux de Mao Tse-toung, commettre l'erreur capitale du « révisionnisme ». Lorsqu'il dit, avec Marx, que l'existence sociale détermine la conscience, il entend qu'elle définit la conscience à promouvoir et par d'autres moyens. L'entreprise socialiste consiste précisément à la promouvoir, c'est-à-dire à faire naître un peuple nouveau à partir du peuple donné. Or, si le pouvoir politique s'établit par la force, un peuple nouveau ne se forge pas de cette manière, mais par la vertu de l'éducation.

Le socialisme de Mao, c'est un grand effort d'éducation qui relève essentiellement du peuple lui-même auquel on demande d'agir selon cette morale nouvelle. De même que, dans le passé, le peuple suivait la « voie confucéenne », ainsi, aujourd'hui, il est invité à suivre la « voie nouvelle », à l'incarner dans la vie de tous les jours et, peu à peu, à la faire devenir civilisation. Le socialisme de Mao Tse-toung, c'est avant tout une « école », dans laquelle le peuple est à la fois le maître et l'élève.

Naturellement, l'immense population chinoise a besoin d'être organisée et dirigée dans cette entreprise, et ces tâches relèvent du parti. Mais le parti, s'il définit les intérêts à long terme et les étapes du mouvement, ne décide pas de l'entreprise elle-même. Au contraire, il doit être le premier à s'y soumettre, le premier à réaliser pour lui-même les traits de la société nouvelle ; et cela au nom de sa dignité d'avant-garde du prolétariat et de sa fonction, dont l'instrument principal est l'exemple, non le commandement.

Certes, le parti et les membres du parti se distinguent du peuple ordinaire, mais par des exigences et non par des privilèges. S'ils cèdent à la tentation de se reconstruire en « classe dirigeante », de se séparer du peuple, de se situer au-dessus de lui, ils perdent le droit de diriger le pays, comme, dans l'ancien temps, une dynastie pouvait perdre le « mandat du ciel ». Une telle éventualité n'est pas impensable : elle a justifié la révolution culturelle. « Notre ciel à nous », disait Mao Tse-toung, c'est le peuple chinois.

II. — L'ESPRIT DE LUTTE
Mao n'a jamais caché que son entreprise se heurtait à des obstacles

et à des résistances. Le fait lui apparaît même nécessaire et souhaitable. Dans l'univers, en effet, tout obéit à la loi de la contradiction et de la lutte, unique moteur du mouvement et du progrès. Absolu omniprésent, la lutte qui pénètre tout de part en part exige un esprit militant.

Pour conquérir le pouvoir politique, première étape de l'entreprise, il a fallu mener une guerre longue et coûteuse. Pour consolider ce pouvoir et continuer l'œuvre, il faut encore mener une guerre, mais d'un genre nouveau, plus sournoise et plus complexe que la première et qui, comme elle, connaît succès et revers, offensive et défensive. La guerre du temps de paix a l'esprit « comme champ de bataille » et comme enjeu. C'est que le peuple n'est pas tout à fait un peuple nouveau et il ne le sera pas immédiatement. L'ancienne civilisation n'est pas morte en lui et, de ses racines millénaires, surgissent sans cesse et sous mille formes ces fleurs vénérées que Mao appelle les « tendances capitalistes ».

De plus, une minorité, franchement hostile au socialisme, tout au moins à ce socialisme, intrigue pour miner l'entreprise et reprendre le pouvoir afin de revenir à l'ordre ancien des choses. Leur astuce est d'utiliser les insuffisances du peuple pour se glisser dans les rangs révolutionnaires et jusqu'au sein du parti, de telle sorte que contradictions et difficultés se retrouvent partout, de la base au sommet.

Cette situation n'est pas un accident de l'histoire, mais la nature de la société socialiste qui demeure une société de « classes » dans laquelle cohabitent et luttent deux esprits, deux « voies », deux morales. C'est pourquoi la vigilance s'impose. Si ne prend pas l'initiative de la lutte quotidienne et sans merci contre ses « ennemis », ceux-ci profiteront de sa négligence pour passer à l'offensive : le principe de l'initiative, qui a fait ses preuves pendant la guerre, ne peut pas être abandonné.

Ces conceptions, chez Mao, ont toute la portée d'une philosophie de l'histoire : il pense, en effet, que ce qui a été acquis par la lutte ne peut être conservé et développé que par la lutte. Vivre dans un temps de paix ne doit pas faire tomber dans le pacifisme ; le peuple nouveau ne peut déposer les armes, mais en prendre d'autres, adaptées aux nouvelles formes de lutte et en tout cas, l'esprit, lui, demeure le même, un esprit militant.

Une telle vision de la société socialiste encore divisée est d'autant plus importante pour Mao Tse-toung qu'elle est le gant du progrès et du succès final de l'entreprise. La présence des « ennemis », en effet, permet de mobiliser le peuple en permanence, de l'unifier dans une commune volonté orientée sur une cible. Mao Tse-toung a toujours rapporté la victoire à l'unité comme à sa cause directe et l'unité se réalise, en dépit des divergences épistémologiques, quand il est possible de désigner un ennemi et un danger.

III. — UN SOCIALISME CRITIQUE

Envers la minorité d'ennemis déclarés, la combativité même la violence sont injustifiées : c'est l'exercice de la dictature du prolétariat. Pourtant, la lutte n'atteint pas ainsi le phénomène à sa racine qui est, comme il a été dit, la permanence de l'ancienne civilisation au sein du peuple et dans l'esprit de chaque individu. Des conceptions, des habitudes de vie, des idées qui touchent à tous les domaines de l'existence, subsistent et se manifestent, se maintenant au travers de l'entreprise socia-

le véritable facteur de progrès : les périodes d'équilibre et de paix ne pouvant être que transitoires et éphémères. Il s'agit toujours d'échapper à la tentation du confort et de la sécurité, ces nouveaux opiums du peuple que les « ennemis » savent manipuler pour résister au renouvellement. En fin de compte, la révolution telle que l'entend Mao Tse-toung est un état d'esprit : elle n'a rien à voir avec la destruction inconsidérée des biens matériels et encore moins avec la négation de l'héritage du passé, ou de l'apport des autres peuples. Elle ne prétend pas non plus changer l'homme, mais bien changer un « certain homme », celui qui se détermine par l'appât du gain, des honneurs et du profit, pour faire apparaître l'homme qui se détermine par des valeurs contraires.

Tout le problème du socialisme réside dans cet aménagement des rapports sociaux sur de nouvelles bases et dont Mao Tse-toung attend qu'il entraîne la naissance d'une Chine moderne, puissante, économiquement prospère et culturellement avancée. Il est permis de douter du succès de l'entreprise sous tous ses aspects. Mao Tse-toung, lui-même ne s'est pas fait illusion et c'est pourquoi il a tellement insisté sur l'esprit de lutte. Mais il savait aussi que le peuple chinois sera pendant longtemps, et peut-être toujours, un peu-

ple pauvre, même dans un Etat prospère et, à la limite, riche. Or, il était capital de persuader ce peuple qu'il est le plus heureux de la terre dans la société nouvelle. Et pour cette tâche, il savait qu'il pouvait compter sur la fierté, l'ingéniosité, le savoir-faire et la patience des millions de Chinois.

Il l'a dit lui-même et sa réflexion met en lumière le fond même de sa pensée qui unit révolution et nationalisme : les mêmes qualités du peuple qui ont fait la grandeur de la Chine impériale peuvent seules faire la grandeur de la Chine nouvelle. Pour ce qui est de sa vie intérieure, la Chine socialiste n'est pas sortie du cadre global de l'Empire. Et ce n'est pas sans raison que le seul philosophe quotidiennement critique soit Confucius. C'est lui, en effet, qu'il s'agit de remplacer par la « voie » nouvelle. La voie confucéenne prétendait définir la civilisation : la « voie » nouvelle se veut elle aussi exemplaire.

Que le socialisme de Mao Tse-toung ait intégré des éléments marxistes, c'est un fait indiscutable : qu'il soit marxiste reste sujet à occasion. Il est chinois en tout cas et il véhicule plus de traditions chinoises qu'il ne l'avoue lui-même.

(*) Auteur de la Philosophie de Mao Tse-toung.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de septembre est paru

LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES

Alsacien - Basque - Breton
Corse - Flamand - Occitan

Bannis de l'école par la III^e République, emportés par l'exode rural et les grands bouleversements sociaux de XX^e siècle, les « patois » français étaient en passe de disparaître. Ce reflux est maintenant stoppé. Les mouvements régionalistes ont retrouvé vigueur et audience. Des couches nouvelles refusent l'uniformisation centralisatrice et tentent de retrouver les racines du terroir. L'administration elle-même l'admet désormais : les langues et les cultures régionales font partie d'un patrimoine à préserver.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)
France : 50 F - Étranger : 68 F
5, rue des Italiens - 75422 Paris Cedex 09

GSCX

Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de
200 CITROËN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.
Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lennier.

3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

PORTE BLINDEE

Tél. 336.41.55 535.33.25

pose sous 48 h

OFFRE EXCEPTIONNELLE

1500 F TTC
seulement
en 3 versements
de 500 F (incluant montage et pose)

Serrures 5 points
Super Sécurité.

Blindage d'acier
électro-soudé 16/10
"ANTI-EFFRACTION".

4 goupes
"ANTIVOL".

1 certificat de
garantie de 2 ans
délivré à la pose.

LA CLEF ROUGE.

Siège social : 24, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris.
Cannes (09.15.13) - Marseille (53.40.98) - Nice (88.62.58)

SOLDES

jusqu'à

50%

sur fins de séries
20%
sur la collection de
TAPIS
d'origine
IRAN - CHINE
CAUCASE

Les Lisses de France
98 bd haussmann Paris 8^e
tél. 522.88.25 / 88.68
VELIZY 2 tél. 946.28.36

LE NOUVEL ECONOMISTE

cette semaine réformes: les Français préfèrent l'argent

CHAQUE VENDREDI



Up 46 150

La grande ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Son 20^e et dernier tome est paru!

Toute la presse française est enthousiasmée!

"(L'Universalis) stimule l'intérêt, force l'admiration, prête à la discussion."

J. Piatier **Le Monde**

"La plus grande Encyclopédie française depuis Diderot."

J.J. Brochier **magazine littéraire**

"L'entreprise encyclopédique la plus ambitieuse que la France ait connue."

LA VIE FRANÇAISE

"Incontestablement, l'Universalis est une des plus nobles réalisations... de l'édition française."

P. Kyria **COMBAT**

"La devise de l'Encyclopædia Universalis, ce n'est pas tout savoir mais tout comprendre. C'est d'abord un instrument de culture."

J. Brice **LE FIGARO**

"C'est un superbe monument : le seul digne de l'Encyclopédie de Diderot au XVIII^e siècle."

G. Lapouge **France-Soir**

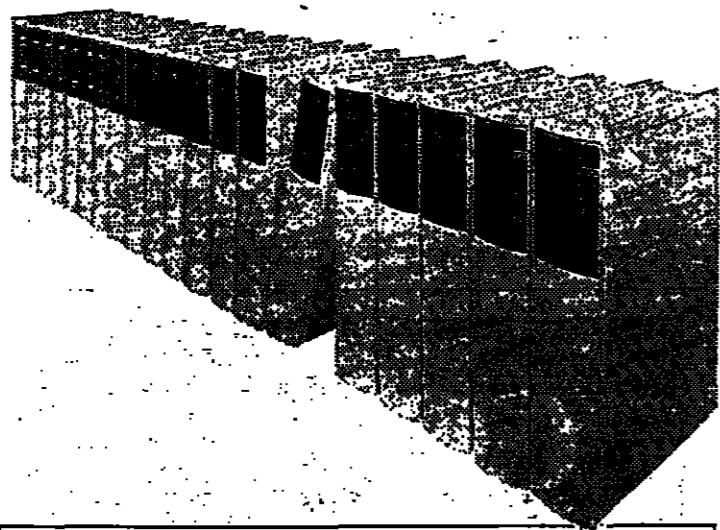
"L'Encyclopædia Universalis a comblé un vide vieux de plus d'un siècle, en mettant à la disposition du spécialiste comme de l'honnête homme moderne un outil de connaissance à la fois efficace et de haut niveau, qui répond aux besoins de notre nouvelle culture."

P. Desgraupes

"Une encyclopédie qui n'assène pas le savoir, mais qui donne envie de réfléchir."

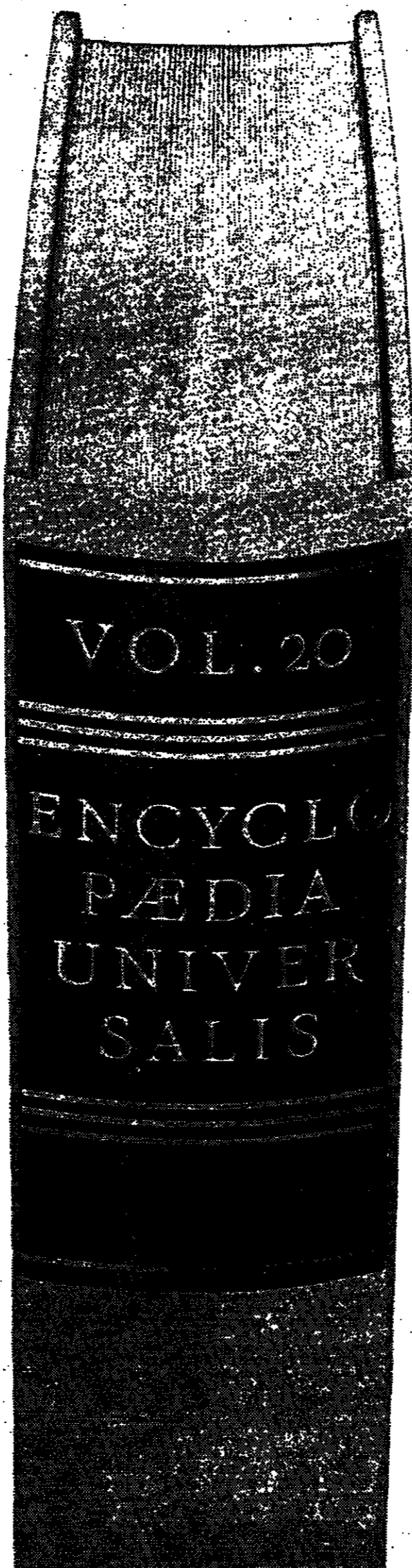
Les Echos

"Le premier volume invite déjà au voyage."



L'UNIVERSALIS... 20 volumes (20 x 30 cm), 60 kg, 25 000 pages... 15 000 dessins, cartes, tableaux, schémas et photographies en noir et en couleur, 30 000 000 de mots, 6000 articles principaux et 13500 articles de complément rédigés par 3000 des plus grands spécialistes de France et du monde entier.

L'UNIVERSALIS... Une élégante et très solide reliure ivoire gravée à l'or. Une mise en page heureuse et d'une extrême clarté. Des textes limpides et précis. Une orientation de pensée ultra-moderne.



Nous vous offrons, chez vous, un examen **GRATUIT** du premier volume

L'Encyclopædia Universalis a reçu dans toute la presse un accueil unanimement favorable : vous avez pu en juger d'après les extraits de presse, représentatifs de toutes les tendances de l'opinion, que nous avons réunis ci-contre.

Mais, c'est vous, au fond, qui serez le meilleur juge. Nous tenons à ce que vous décidiez, en toute connaissance de cause, de souscrire à l'Encyclopædia Universalis : c'est pourquoi nous vous offrons d'examiner gratuitement, chez vous, pendant 10 jours, le premier volume : 1.099 pages - 285 articles - 263 signatures illustres - 1.200 illustrations, photos, schémas, tableaux.

L'art abstrait, l'évolution de l'affiche, l'analyse mathématique ou l'ancien régime, l'alchimie ou les théories d'Adler, l'aéro-train, les transports aériens ou l'industrie aéro-spaciale : tous ces sujets et bien d'autres sont traités dans ce premier volume.

Ainsi, vous vous arrêterez sur le sujet qui vous attire plus particulièrement et vous partirez à sa découverte. Vous constaterez que chacune de vos questions trouve une réponse et que cette réponse provoque une nouvelle question, tenant constamment votre curiosité en éveil.

C'est alors que vous déciderez en toute connaissance de cause de souscrire ou non à l'ensemble de la collection. Vous aurez la possibilité de recevoir en une seule fois l'ensemble des 20 volumes, tout en bénéficiant des conditions réservées aux amis du Club Français du Livre.

Bon d'examen gratuit du tome 1

de l'Encyclopædia Universalis

à retourner au Club Français du Livre

7, rue Armand Moisant - 75754 Paris - Cedex 15

Veillez m'envoyer pour un examen de dix jours, gratuitement et sans engagement de ma part, le tome 1 de l'Encyclopædia Universalis. Si je n'en suis pas satisfait, je vous le retourne avant 10 jours dans son emballage d'origine et je ne vous devrai absolument rien. Si je désire le conserver, je bénéficierai des conditions de souscription exceptionnelles pour la totalité des 20 volumes de l'Encyclopædia Universalis. Ces conditions me seront indiquées dans le bulletin accompagnant le tome 1.

Nom

Prénom

N° et rue

Code postal [] [] [] [] Ville

Date Signature

Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. 5603

OUTRE-MER

L'ÉLECTION PARTIELLE EN POLYNÉSIE

M. Sanford espère démontrer que la majorité de la population est favorable à l'autonomie interne

Papeete. — Le premier tour de l'élection législative partielle de Polynésie aura lieu le 12 septembre. Cette consultation fait suite à la démission du député Francis Sanford, qui entend, en se faisant « ré-élire », montrer au gouvernement que les Polynésiens sont partisans d'un statut d'autonomie interne. Cinq candidats sont en lice, mais personne ne semble douter de

la victoire de M. Sanford, député depuis neuf ans. Élu une première fois en 1967 comme député R.I. avec le soutien de l'administration, mais non de l'U.D.R. Il l'avait emporté devant M. John Teatini, chef du parti autonomiste. Hier A.T., qui est aujourd'hui son collègue. Réélu en 1969 puis en 1973 (au second tour avec 53 % des voix), M. Sanford est rapidement devenu le chef de file in-

De notre envoyé spécial

contesté des autonomistes regroupés au sein du Front uni pour l'autonomie interne (F.U.A.). Personne n'attend de « ras de marée » en sa faveur, mais plusieurs éléments lui sont favorables : en effet, il faut ajouter à la force électorale que représentent les mouvements qui le soutiennent le discret appui des Eglises. De plus, le candidat a pris garde de préciser dans sa profession de foi que « l'autonomie interne, ce n'est pas l'indépendance, mais la gestion démocratique des affaires locales dans le cadre de la République ». Enfin, deux faits sont intervenus pendant la campagne, qui lui permettent peut-être d'éviter le second tour.

M. Emile Le Caill, conseiller de gouvernement (Union tahitienne U.D.R.), ne soutient pas le candidat de son parti, M. Gaston Flosse, pour se rallier à M. Sanford. Pour justifier cette volte-face, M. Le Caill écrit que les « défaillances graves de l'U.D.R. » l'ont attiré : « La corruption, les combats, l'achat des consciences ne sont pas des moyens de gouvernement ». Ce ralliement est de nature à influencer des électeurs hésitants.

En outre, par rapport à 1973, le nombre des électeurs inscrits a augmenté de 20 %, du fait de l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans, de la progression démographique supérieure à 3 % et de l'immigration en provenance de la métropole. On admet généralement à Papeete que ce phénomène joue plutôt en faveur du

député sortant, qui pourrait ainsi éviter un second tour. Son principal adversaire sera une fois de plus M. Gaston Flosse, leader de l'U.T.-U.D.R., président d'une Assemblée qui siège dans les locaux du conseil de gouvernement, car le Front uni pour l'autonomie interne occupe toujours les bâtiments de l'Assemblée territoriale et ne reconnaît pas l'élection de M. Gaston Flosse par les seuls conseillers de la majorité.

Il reste qu'un budget de 14 milliards C.F.P. a été voté par ces mêmes conseillers. Il est particulièrement ambitieux, puisqu'il prévoit quelque 5 milliards d'investissements, et s'inscrit à l'actif de M. Flosse dans cette campagne qui se déroule sur fond de marasme économique. M. Flosse n'est cependant pas le candidat de la seule U.D.R. locale, mais d'un regroupement « contre l'indépendance », car, dit-il, « Sanford se sert de son autonomie interne pour ouvrir la porte à l'indépendance ». A l'appui de ses dires, M. Flosse invoque le meeting organisé par le F.U.A. en juin, au cours duquel M. Sanford avait annoncé qu'il traiterait l'ONU de « mandataire » de l'indépendance et qu'il ne s'agit pas d'une autonomie interne, mais d'une séparation.

M. Nedo Salmon, président de la commission permanente de l'Assemblée et personnalité de la majorité, a tout le monde est autonome : en ce qui nous concerne, nous sommes simplement contre la séparation. Le Mouvement contre l'indépendance demande en effet l'instauration d'un statut qui permette l'élection d'un

vice-président du conseil de gouvernement, ce conseil étant doté d'attributions collégiales et individuelles et responsable devant l'Assemblée. Pour la majorité, le gouverneur doit continuer de présider l'exécutif local. Pour le F.U.A., cette présidence doit être confiée à un élu.

Autonomiste, M. Charles Taufa l'est aussi, mais il ajoute qu'il sera « Français toujours ». Lui aussi affirme une nouvelle fois M. Sanford, en il cherchera à retrouver ses voix de 1973 (15 % des suffrages au premier tour). Président de la fédération des syndicats et conseiller de gouvernement, il était, avec M. Frantz Vanissette, président sortant de l'Assemblée ralliée au F.U.A. à la tête d'un mouvement proche des républicains indépendants.

M. Taufa manque aujourd'hui de moyens pour mener une campagne susceptible de lui assurer

les voix du monde du travail, et surtout celles des chômeurs. Il n'est pas opposé à un accord avec M. Sanford si celui-ci renonce définitivement à l'indépendance. M. Charles Ching sera le candidat du parti de l'indépendance. Il se présente pour mesurer l'audience du mot « indépendance » dans la population. Il représente une force négligeable sur le plan électoral, mais il a le grand avantage d'être le neveu du sénateur Pouvana'a A. Oop, dont il se dit l'héritier politique. Il avait commencé sa carrière politique en organisant un vol de munitions de l'armée en 1974. Emprisonné à Marseille, il a été libéré à la fin de l'année dernière.

Enfin, M. Eritala Teafatu se présente à ses compatriotes comme un envoyé de Dieu et prêche la « collaboration franco-polynésienne ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. STIRN : il n'est pas question de faire de ce territoire un département

Évoquant, mercredi 8 septembre, devant un groupe de journalistes, le projet de statut de la Polynésie française qui sera soumis au Parlement, après avis de l'Assemblée territoriale polynésienne, M. Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a dit : « Il n'est pas question de faire de la Polynésie française un département, d'abord parce qu'il s'agit d'un territoire très dispersé auquel l'administration départementale serait très mal adaptée, ensuite parce que, s'agissant d'un territoire habité depuis toujours à une très grande densité, il est normal de la maintenir, de la renforcer ».

Après avoir insisté sur l'appartenance de la Polynésie à l'ensemble français, le secrétaire d'Etat a ajouté que, pour

ce territoire, comme pour la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna, « il n'est pas question d'instaurer le très vieux système de l'autonomie interne », car, a-t-il indiqué, « il crée la confusion entre les pouvoirs de l'Etat et ceux du territoire. L'autonomie interne entraîne nécessairement, que les hommes le veulent ou non, et même malgré eux, la marche vers l'indépendance, ce dont ils ne veulent pas ».

M. Stirn a poursuivi : « Il faut à la fois décentraliser et donner aux Polynésiens ainsi qu'aux populations des autres territoires du Pacifique le droit de trancher sur toutes les affaires locales. C'est tout à fait légitime. Cela correspond à l'histoire et à la réalité polynésiennes ».



Woolmark: la laine vraie.

Aux Galeries Lafayette, moquettes pure laine à moins de 100f le m²

Quinzaine de la moquette : Moquette bouclée, sous-couche mousse, 3 coloris, largeur 200 cm, 100% pure laine contrôlée Woolmark. Le m² : 99f. Moquette velours uni, sous-couche mousse, 6 coloris, largeur 400 cm, 100% pure laine contrôlée Woolmark. Le m² : 99 f.

Galerias Lafayette

Haussmann-Belle Epine

Libres opinions

Fallait-il en arriver là ?

par YVES LANCIE (*)

TOUT ne se passerait-il pas comme si depuis deux ans la rue Oudinot paraissait surmontée de passer la main au ministère de l'Intérieur ? Comme si les territoires d'outre-mer, qui portent, encore aujourd'hui, témoignage aux quatre coins du globe de ce qu'a été la grande épopée française au-delà des mers, étaient soudain considérés comme un anachronisme qui n'aurait même plus le charme désuet de l'exotisme ?

Au diable les administrateurs et les attachés de la France d'outre-mer ! Ils ont fait leur temps ! Ce sera désormais celui des hommes de la préfecture, des anciens de l'ENA.

Dans le même temps, on sera tenté de placer ces territoires devant une alternative simple, trop simple sans doute : l'indépendance ou la départementalisation. Ce qui est bon pour les Antilles-Guyanes et pour la Réunion doit être bon ailleurs.

En fait, on agit, depuis Paris, comme si l'outre-mer devait a priori se plier à la règle hexagonale, comme si rien ne devait distinguer un territoire d'outre-mer d'un autre : le statut, à lui seul, créant une communauté de destin.

En sorte que ce qui pouvait valoir pour les Comores (et on a déjà vu pourtant que cela ne valait pas pour Mayotte), ou pour Djibouti (où le moins qu'on puisse dire est que notre politique a été bien changeante), voire pour Saint-Pierre-et-Miquelon, aurait été, réputé valoir pour les territoires français du Pacifique ? Que les Comores et Djibouti, parcelles africaines, soient promises à l'indépendance, voilà qui est effectivement dans la logique des choses.

Que Mayotte et Saint-Pierre soient promises à l'intégration, voilà aussi qui est normal, si l'on veut bien considérer la volonté des populations, l'isolement et l'exiguïté de ces territoires.

Mais le Pacifique est tout différent : l'histoire, le peuplement, la distance, l'économie, les sentiments, imposent que l'on accorde à ces territoires une toute autre considération.

En fait, c'est moins le sort du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides ou celui du petit territoire de Wallis-et-Futuna, qui est au cœur du problème, que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

Dotés depuis la loi-cadre de 1957 du statut de territoire d'outre-mer, même si dans un cas comme dans l'autre ce statut devait subir quelques adaptations, ces territoires occupent une place particulière dans l'ensemble français.

Il ne saurait, par conséquent, être question de les placer devant un choix aussi sommaire que celui de la départementalisation ou de l'indépendance.

Pour ce qui est de la Calédonie, l'équilibre démographique entre Calédoniens de souche métropolitaine et Mélanésiens, les ressources minières (nickel) semblent apporter de solides garanties contre tout quitta ou double irrédécible.

C'est donc vers Tahiti qu'il nous faut porter tout spécialement notre attention.

Tahiti, où, assez contradictoirement, l'on a d'abord paru encourager, il y a deux ans, la décentralisation sinon l'autonomie, pour ensuite adopter une position autrement tranchante.

Si fait que les attitudes se sont durcies localement, à la faveur, il faut le dire, des oppositions qui divisent le personnel politique local. Au point que, après un long blocage des travaux de l'Assemblée territoriale, deux bureaux élus de cette Assemblée se contestent mutuellement leur légitimité, que l'Assemblée elle-même est occupée par des manifestants autonomistes et que le député Francis Sanford a démissionné dans le dessein avoué de faire de l'élection législative prochaine un test de la volonté d'autonomie de la population.

Fallait-il en arriver là ?

Et ne peut-on parler d'une affaire particulièrement mal engagée ? Car, là où il aurait fallu faire preuve de doigté et de pragmatisme, on a préféré utiliser la manière forte, et recourir aux solutions toutes faites.

Pourquoi « crisper » ainsi les rapports au risque de créer l'irréparable, alors qu'on fond — on permettra à un « popaa » (un Blanc), qui connaît assez bien les Polynésiens et qui leur porte en tout cas un attachement profond, de le dire — la Polynésie à tout pour demeurer française.

Ne serait-il pas temps de se souvenir, ici en métropole, qu'un premier bataillon du Pacifique, où servaient Tony Bambridge comme Pouvana'a, les deux grandes figures politiques tahitiennes de l'après-guerre, est venu se battre sur le front français pendant la guerre de 14-18 ?

« Chantait sous l'occupation », un second bataillon du Pacifique, celui des « guitaristes motorisées », comme on aimait l'appeler à la 1^{re} D.F.L., s'illustrait à Bir-Hakeim, en Italie et à la Libération !

Voudrait-on méconnaître, d'autre part, que la Polynésie, si elle est démunie de grandes ressources naturelles, a rendu un service inestimable à la France, en lui permettant d'y transférer son centre d'expérimentations nucléaires ?

Serait-on, enfin, assez aveugle pour ne pas voir l'importance, au centre de l'océan Pacifique, de la Polynésie, dont la superficie, avec sa centaine d'îles, est égale à celle de l'Europe, et cela au milieu même où l'on parle de porter à 200 milles la limite des eaux territoriales ?

Encore ne sont-ce là que des raisons de simple bon sens. Il y a, plus, beaucoup plus : Tahiti est unique au monde par sa joie de vivre, sa beauté, sa gentillesse.

Et le mariage avec la France fut un mariage heureux.

Sachons donc moins regarder ce que le contribuable français devra consacrer à la préservation de ce joyau, l'effort étant du reste modique, pour mieux rechercher, avec l'ensemble des Polynésiens, la forme la plus appropriée d'un statut — serait-il le seul du genre — qui garantisse la pérennité d'une union aussi exceptionnelle.

Il n'est pas trop tard pour retrouver les chemins du dialogue. De Gaulle, l'en suis sûr, qui fut deux fois à Tahiti pour n'avoir pas oublié le ralliement des Etablissements français de l'Océanie à la France libre en 1940, aurait eu le geste qui peut encore tout sauver.

(*) Secrétaire général du Rassemblement pour le civisme, le dialogue et le renouveau (23, rue Ballu, Paris-8^e).

Handwritten note: 1500

«Happy Birthday»

Expositions

[illegible]

★ Théâtre Michel, 21 h. 10.

La douleur a fait basculer l'acteur dans l'oubli. Il pourrait être une herbe de nerf prise dans la poigne d'un vent qui ne sait pas ce qu'il veut. Il pourrait être un

- **Directeur technique** : M. André Beaugir, administrateur chargé de la direction des services financiers de la Société de gestion du Figaro ;
- **Directeur du personnel** : M. Louis-Olivier Le Corre, directeur du personnel au Figaro ;
- **Directeur juridique** : M. Jean Lillard, directeur de l'adminis-



Revue attractive
MAYOL
16 h. 15 - 21 h. 15

Festivals

Un Tchèque et un Français au concours de Besançon

Dal studio al 3
36, via
VENTI ZANNETTACCI.

PARIS V^e
5 AVENUE MATIGNON - 75008 PARIS - T

Petites nouvelles

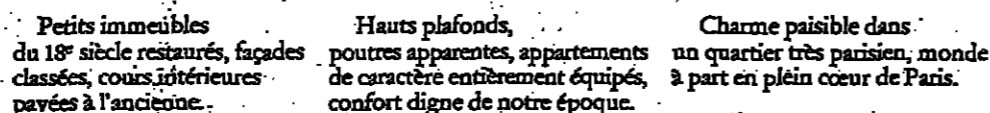
ÉPHONE 359.98.32.

DES MARIONNETTES GRATUITES A LYON

Dal studio al 3
36, via
VENTI ZANNETTACCI.

LE PALAIS DES GARDES FRANCAISES

facade Du Cote De La Rue Tournefort



Du studio au 5 pièces. Duplex. 1^{re} tranche livrable fin 76.

36, rue Mouffetard & 7-11, rue Tournesfort
PARIS V^e

VENTE ZANNETTACCI 15 AVENUE MATHIGNON - 75008 PARIS - TÈLÈPHONE 359 98 32

VERITE, 11 RUE DE LA PAIX, 75002 PARIS - TELEPHONE 338.50.32

MICHEL COURNOT.

★ Dernières représentations au Théâtre d'Orsay, le jeudi 9 et le vendredi 10, à 20 h. 30.

PRESSE

**M. ROBERT HERSANT
DEVIENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA GESTION
DE « FRANCE-SOIR »**

La prise de participation du groupe Hiersant (50 %) dans la société Presse - Alliance, editrice de *France-Sab*, vient d'entraîner la mise en place d'une nouvelle direction administrative. La répartition des principaux postes est la suivante :

- Directeur général de la gestion : M. Robert Hersant ;
- Directeur de la gestion : M. Jacques Hersant, codirecteur de la publication du *Figaro*, directeur de la publicité du *Figaro* ;
- Administrateur général : M. Désiré Goddyn, président du syndicat de la presse parisienne ;
- Directeur financier : M. An-

- **Directeur technique** : M. André Beaugier, administrateur chargé de la direction des services financiers de la Société de gestion du Figaro ;
- **Directeur du personnel** : M. Louis-Olivier Le Corre, directeur du personnel au Figaro ;
- **Directeur juridique** : M. Jean Lillard, directeur de l'adminis-

A la fête

de « l'Humanité »

HEINER MÜLLER
REMPLECE BRECHT
Volksbühne de Ber

réalisé par les mêmes
en scène. *In Britain*

de Heiner Müller qui nous - titre « Scènes »... Cinq scènes qui t... l'histoire du nazisme, des longs contes, date en 1945. Construit de *Grand-peur* et *Le Reich*, elle établit une polémique avec l'recht, moi la préface

SUCCÈS
A L'ÈRE NU

MAYO
h. 15 - 21 h. 1

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

proprietes

ain-pled, gd sejour, pou
mais ? chbres balne

plais-plais, gd séjour, pourt.
ilv., cuis., 2 chbres, bains, g.
nier aménagé, chff., gar. 80 m.
jardin 1.600 m2. Prix 350.000.
Cabinet BLONDEAU-LEBLANC
2, faub. Cappeville - GISON
Tél. 620 (16-32-36-91-11)

\$/6.500 m2 1) Mais. 2 gr.
p. Cuis. Per.
état. 2) Maison carrière. 2
Cuis. Greiner. Grac. 90 m.
Agreable village, prox.
import. Titres comm. 182.000.
Av. 37.000. AVIS. Provis. 400.
Fritche - Saint-Amand, 4000

VILLAGE PROX. des ANDES
PROPRE CARACTERE. EXCE
état. Ent. 6 pces, cuis, o
cfr. Lingerie, bbl., cave. T
beau jardin 2.000 m² Pric
369.000 F. Gros crédit
8, fg Cappeville, Gisors. **AV**
Tél. (16) 32-30-91-17 le 405

LE PECQ. Limite Vésines
belle ppis meillera, 650 m² h
rain, sei. 60 m² + 6 ch., 2 h
gros œuvre bon état, trav. im

Gare Les Vallées, 7° St-Lazare
belle ppte, 850 m² terrain,
R.-de-ch. + 1 ét., belle rée.
Séjour 58 m² + 6 ch. gar.
voitures, 550.000 F. 788-45-46

A vendre, Haute-Loire, dans
cadre except., 30 km St-Etienne
sur la Loire, ancien moulin
huilerie + chute d'eau prod.
sans force motrice. Maison
habitation ancien café +
dépendances ferme. 1 ha terrain.

A vendre. Ancien moulin à
resourcer 2 étages. Long terre
bordant ruisseau abondant,
dépendances. Tél. 16 (53) 65-56
heures repas:

ma. Agence E. GARCIN,
8, boulevard Mirabeau,
13210 ST-REMY-DE-PROVENCE
Tél. (90) 92-01-52.

Hameau auvergnat, entouré
forêts et riv., gde mais, lé
relait nf. E., élec., tél., ch.
s. bns., chem., poutres, meub.
+ à 75 m gde grange-écurie s.
6.000 m² verg., bols. Port. à pas
prix tot. 169.000 F. 73-74-76
Ecr. N° 3.027 « le Monde » P.
5, r. des Italiens. 75-07 Paris

35 km PARIS-OUEST
SAINT-REMY-L'HONORE
TERRAIN 8.800 m²
+ maison 3 pièces.
Confort - Garage.
Prix total : 360.800 F.
A. DUSSAUSSOY - NADEL
073-97-27 - 073-36-92.

LANGUEDOCIENNE, rés. c.
Lacs, 40 km Carcassonne. ma
4 P., cuis. + sal. restaur.
licence IV^e catég. Agrément

18.000 m² terr. (gr. possib.
camping). 220.000 avec perf.
compt. AVIS CARCASSONNE
rue Verdun. Tél. (68) 25-03

VALLÉE MARNE
70 km PARIS - Accès autoroute
5/16.000 m² parc, bef. propriété
Magnif. vestibule avec vestiaire
vaste s., à m., salon, pour. ap-
cheminée, gde cuis., 7 chbr
gd confort, vaste cave voûtée

garages + maison garden, P
620.000 F. - ACM, 14, place
Marché, Meaux - 424-01-66

L'ÉTANG-LA-VILLE
près forêt, grande PROPRIÉTÉ
réception 80 m² + 6 chambres
2 bains, 1 cf, jardin boisé.
4.500 m² avec PISCINE.
AGENCE DE LA TERRASSE
Le Vésinet. 976-05-90 Orp

BEILLE PROPRIÉTÉ

A LAVARDIN, Pr. MONTIGNY
(41). 2 salons, s. de billard
S. à m., cuis., 4 chbres et s.
bains. Maison gard. et dépend.
Gd parc et terrain d'agrément
(4 ha 1/2). **ACCES AU LOI**
Etat imp. S'ad. à M^e AUBER
notaire 41100 Vendôme

Recherchons pour clients
étrangers : propriétés, châteaux,
terrains, fermes.
G. D., 102, Champs-Élysées,
PARIS 75008 Tél. 729.61.11

LARGIER ANJ. 62-49
32, bd Maiesherbes, Paris-8
rech. PPTES pour résidence
princip. et de week-end, jusqu'à
80 km de PARIS, sans EST

TOURAIN part. vend gran
maison campagne sur 6.000 m
Grand confort. Tél. (47) 59-52-4

120 km PARIS SUD va proprié
entourée murs, extémité bou
ravis. s/2.500. m2. Puits, g

domaines

ferme élev. visons sous hangar
bât. Pal. av. logem. bureau de
Mat. complet, eau, électr. T.
Conseil tech. un an. Aff. tr. in
pour mén. aim. vie campagne
Ecr. n° 7.449 « le Monde » Pul
5, r. des Italiens, 75427 Paris-

SOLOGNE	SUD-EST
	173 ha
Belle PPTTE chasse et rappo	
Terres 45 ha - Bois 125	
Etang 1 ha 1/2 - Site vallon	
Maison maîtres - 7 P. princ	

forêts

CEDE FORET 105 HECTARES
Seul tenant. Pins 30 ans.
Hautes-Landes
2.500.000 F

pensions

resid. 149, bd Malesherbes - 7
1/2 pens. de 22 à 35 F par jour
22, r. Echiquier - 10e. PRO 48-4

هكذا بيننا

Renault

MARCHÉ COMMUN

Après la visite à Ankara du président des « Neuf » Les relations entre la Turquie et la C.E.E. restent au point mort

De notre correspondant

Ankara. — La guerre des nerfs continue. La visite de deux jours que M. Van der Stoep et Sir Christopher Soames, respectivement président du conseil des ministres de la C.E.E. et vice-président de la Commission européenne, viennent d'effectuer en Turquie, n'a pas suffi à dissiper les nuages entre les dirigeants d'Ankara et les « Neuf ». Souhaitant une « nouvelle donne » dans leurs relations avec la Communauté, les Turcs sont une fois de plus déçus puisque les deux personnalités européennes se sont contentées de renouveler le « paquet de propositions » déjà formulées (le Monde du 6 juillet).

En marge des relations entre la Turquie et la C.E.E., les conversations ont également porté sur la question chypriote à propos de laquelle M. Van der Stoep aurait indiqué que les « Neuf » souhaitent la reprise du dialogue intercommunautaire à Chypre. « La C.E.E. est prête, a-t-il dit, à aider à la recherche d'une solution », se gardant toutefois de suggérer un plan de règlement. Le quotidien turc Terakuman, proche du premier ministre, M. Demirel, croit savoir que les Turcs ont insisté sur leur souhait de régler le consensus avec la Grèce par des contacts directs.

Lors de sa visite à Ankara, M. Van der Stoep a déclaré, le 6 septembre, que Sir Christopher Soames et lui-même étaient simplement venus pour « conférer, et non pour négocier ». Des négociations auront en principe lieu à Bruxelles avant la prochaine réunion du conseil d'association prévue le 16 octobre. Celle-ci devait se tenir normalement en juillet, mais fut écartée à la demande d'Ankara, fort mécontent de l'« inertie » des Européens à son égard.

Au cours de leurs conversations, aussi bien les Européens que les Turcs se sont retranchés derrière des prises de position antérieures. Le ministre des affaires étrangères de Turquie, M. Caglayangil, a, pour sa part, indiqué que la proposition d'aide financière de la Communauté (385 millions de dollars) reste bien en deçà de ce que souhaitait son pays, alors que la Banque européenne avait promis une aide de 800 millions, chiffre jugé déjà insuffisant par Ankara. Le Turc, dont le déficit commercial avec les « Neuf » s'accroît (1 720 millions de dollars en 1975), demanderait environ 1 milliard de dollars, apprend-on de source bien informée. Sir Christopher Soames, quant à lui, dans une interview télévisée, devait indiquer que la Communauté, qui fournit une assistance financière à l'industrie de l'énergie, comme les pays du Maghreb, la Syrie ou le Portugal, ne pourrait pas se montrer plus généreuse à l'égard de la Turquie.

Il semble aussi que les Européens soient quelque peu réticents, en particulier les Allemands, à donner le feu vert au développement de libre circulation des travailleurs turcs en Europe, qui devrait se réaliser entre 1978 et 1980. M. Van der Stoep estime que cela ne sera pas facile, puisque la C.E.E. compte cinq millions de chômeurs. M. Caglayangil, quant à lui, demande que les Européens respectent les clauses de l'accord : « Il est faux de penser que les pays européens seront envahis par les ouvriers turcs ».

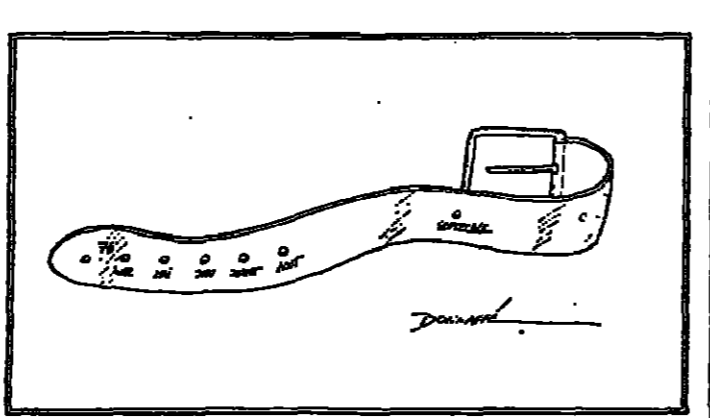
Parmi les demandes de la Turquie figure également l'assouplissement du calendrier de suppression des droits de douane, en vue de soulager les jeunes industries nationales, incapables de résister à la forte concurrence

ARTUR UNSEL

LES ENTRETIENS DE M. BARRE

La C.F.D.T. : nous n'avons obtenu que des réponses évasives ou dilatoires

« Nous n'avons obtenu que des réponses soit évasives, soit dilatoires », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., après une heure et demie d'entretien, mercredi 8 septembre, à l'hôtel Maitland.



(Dessin de BONNAFFE.)

LA C.G.T. AFFIRME N'AVOIR JAMAIS VU ORGANISER UN « RASSEMBLEMENT DES MÉCONTENTES »

Estimant que les grands moyens d'information s'emploient à déformer, à caricaturer les positions de la C.G.T., la confédération dirigée par M. Séguin a publié, le 8 septembre, une longue mise au point. Elle affirme notamment, en réponse à M. Edmond Maire, qu'il est absolument contraire à la vérité de prétendre à la C.G.T. l'intention de vouloir organiser un rassemblement de tous les mécontents fondé sur le refus de l'emploi.

Elle déclare qu'elle a, d'une part, proposé à toutes les organisations syndicales et professionnelles d'agriculteurs et de pêcheurs, sur les conséquences de la sécheresse et les moyens de la réparer, d'autre part, aux autres organisations syndicales représentatives de salariés « une rencontre à une action d'ampleur nationale pour la défense du pouvoir d'achat, contre le super-impôt sécheresse sur les salariés ». Tous ceux qui désirent être parties prenantes dans ces propositions peuvent avancer « toutes propositions d'objectifs représentatifs susceptibles de promouvoir l'unité d'action la plus large sur une base claire ».

À propos des déclarations de la C.F.D.T. sur la hiérarchie des salaires, la C.G.T. explique : « Nous avons toujours exclu de la catégorie des salariés les P.-D.G., les hauts collaborateurs du grand patronat et tous les parasites gravitant autour de lui. Il est clair que les profiteurs doivent subir les rigueurs de la fiscalité. Mais cela reste de toute façon un problème de portée limitée par rapport aux gigantesques profits, souvent spéculatifs, accumulés par les gros détenteurs de la fortune ».

● L'INDICE DU TAUX DE SALAIRE MOYEN DES OUVRIERS, publié chaque trimestre par le ministère du travail, s'est établi à 174,3 le 1^{er} juillet 1976 (base 100 le 1^{er} janvier 1975). La hausse est de 4,3 % par rapport au 1^{er} avril, de 8,5 % depuis le 1^{er} janvier et de 14,3 % depuis un an. Compte tenu de la baisse de la durée hebdomadaire du travail des ouvriers (42,6 heures au 1^{er} juillet au lieu de 42,8 il y a un an), l'augmentation moyenne du salaire effectif a été, pour cette catégorie de travailleurs, de 13,6 % en un an, soit un gain de pouvoir d'achat de 4 %, compte tenu de l'évolution de l'indice officiel des prix ; ce gain a été obtenu pour l'essentiel au cours des six premiers mois de 1976 (3,8 %).

En outre, l'enquête du ministère du travail révèle que les effectifs occupés ont augmenté de 0,8 % (mais ils sont encore inférieurs de 0,6 % à ce qu'ils étaient il y a un an) et que la durée moyenne du travail est restée stable, comme au premier trimestre.

Politique d'abord...

Vérité en deçà des Alpes, erreur au-delà. Au moment où M. Séguin sortait de chez M. Raymond Barre en lui tournant le dos, présidant un peu plus tard que le premier ministre irait « tout droit à l'échec », son collègue italien, le leader syndicaliste communiste M. Lama, estimait que M. Andreotti était « parti d'un bon pied ».

Le président du conseil italien présentera à ses collègues, le 21 septembre, la veille du jour où M. Barre fera connaître ses desseins — un programme d'austérité destiné à assainir l'économie italienne. Même ennemi numéro un : l'inflation ; même soul dans l'application du remède : ne pas aggraver le chômage ; même recherche pour y parvenir : celle d'un élan de solidarité nationale. Mais peut-être pas mêmes moyens d'exécution évidemment.

Comme M. Barre, en tout cas, souhaiterait avoir des interlocuteurs syndicaux du type italien ! Seulement voilà, il l'a dit lui-même avec juste raison : lutter contre l'inflation est un acte politique. M. Georges Séguin, M. Edmond Maire, ne pensent pas autrement. Ils veulent, et c'est bien normal, utiliser cette phase délicate de l'histoire économique de la France pour pousser leurs pions. Le premier a tout intérêt

à répéter que si l'on n'utilise pas pour en sortir les procédures délinées par le « programme commun » de la gauche, autant en emporter le vent. Le second, qui fait de la réduction des inégalités une croisade, trouve là un tremplin idéal, tant il est vrai qu'il y a un rapport dialectique entre l'inflation et la sorte disparité des conditions sociales dans un pays.

La question fondamentale posée à la gauche est celle-ci : son premier intérêt est-il de prouver d'ici aux élections législatives de 1978 qu'il n'y a décidément plus rien à faire avec cette majorité, puisqu'elle n'a même pas su démontrer ses capacités de gestion ? Mais si la redressement de l'économie ne s'opère pas avant les élections, le risque est grand de voir l'ère politique de la gauche s'ouvrir précisément par un programme d'austérité — même si on l'appelle autrement. En arriver là, ne serait-ce pas traumatiser pour tous ceux qui ont attendu l'alternance depuis tant d'années ? C'est ce que pense M. Michel Rocard ; c'est ce que doivent se dire bon nombre de responsables de l'opposition.

Si « tout est politique » aujourd'hui, le membre de choisis la bonne n'est pas simple.

PIERRE DROUIN.

SYNDICATS

Une mise au point de M. Georges Séguin

LA C.G.T. NE MULTIPLIE PAS LES APPELS À LA C.G.C.

M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., dans une lettre qu'il vient de nous adresser, dément que la « C.G.T. multiplie ses appels à la C.G.C. », comme le Monde l'a indiqué dans son numéro daté du 9 septembre : « Cette façon de traverser la vérité insinue que la C.G.T. aurait soudain modifié son attitude en matière d'unité d'action et serait obsédée par une alliance avec la C.G.C. ».

Rien n'est évidemment plus absurde. La C.G.C. n'a reçu de notre part que la lettre adressée aux autres organisations syndicales représentatives proposant l'organisation en commun d'une action d'ampleur nationale. Et nous ne trouverons rien d'autre, ni dans nos déclarations ni dans nos écrits.

Si nous devions, présentement, multiplier les appels à l'unité d'action, c'est à la C.F.D.T. que nous les adresserions, et non aux dirigeants d'une organisation qui se sont déclarés satisfaits et rassurés à la sortie de l'audience chez le premier ministre, ce qui laisse clairement entendre qu'ils sont prêts à cautionner sa politique d'austérité.

» Dans ces conditions, il est peu vraisemblable que nous puissions trouver un terrain d'entente avec eux. » J'ajoute que cela ne met pas en cause l'intérêt que nous portons à l'unité de tous les salariés, ouvriers, employés, ingénieurs, cadres et techniciens. Cette unité peut se concevoir, même sans les dirigeants de la C.G.C. Nous ne sommes pas, en effet, que l'organisation la plus représentative des ingénieurs, cadres et techniciens, ce n'est pas la Confédération générale des cadres, mais l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la C.G.T. (U.G.I.C.T.).

● « LES DÉCLARATIONS DE LA C.G.T. NUISSENT À SON AFFILIATION À LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS », a déclaré M. Otto Kersten, secrétaire général de la C.I.S.L. lors de son passage à Paris, les 7 et 8 septembre. Selon M. Kersten, les positions prises par la C.G.T., notamment dans ses revues, où l'on « minorait » le rôle des syndicats appartenant à la C.I.S.L., ne facilitent pas les contacts et rapprochements. Rappelant que « sans langage commun, il n'y a pas d'action commune », M. Kersten a souligné les divergences plus fondamentales qui existent entre la C.I.S.L. et la F.S.M.

SÉCURITÉ SOCIALE

LA DESTRUCTION DE CENT TRENTE MILLE FEUILLES D'APPEL DE COTISATION PAR M. G. NICOND N'AURAIT PAS DES CONSÉQUENCES GRAVES.

M. Gérard Nicoud a mis le feu, mercredi 8 septembre, vers 12 heures, devant la sous-préfecture de La Tour-du-Pin (Isère), à cent trente mille feuilles d'appel de cotisation d'assurance-maladie des non-salariés, et non pas à un million de feuilles comme nous l'avons indiqué dans les dernières éditions du Monde du 9 septembre, sur la foi d'une dépêche d'agence.

Les responsables des caisses nationales d'assurance-maladie estiment que la destruction de ces feuilles d'appel de cotisation n'entraînera pas de conséquences graves : cet acte, qui s'ajoute au vol d'un million cinq cent mille feuilles au mois d'août, a laissé intact le programme et les bandes-mémoires des ordinateurs qui gèrent les fichiers des cotisations. Il n'entraînera donc qu'un retard dans l'administration des dossiers.

Cette « opération bluff », comme la qualifient certains responsables des mutuelles, vise à protester contre la situation du régime d'assurance-maladie des non-salariés, dont vingt-cinq caisses (sur vingt-neuf) sont actuellement en état de cessation de paiement. Le passage à l'action violente de M. Nicoud — « il ne s'agit pas d'un jeu de patte », a-t-il lancé, en forme de menace — s'explique par les difficultés financières du régime d'assurance-maladie.

Renault 5: prix et levier au plancher

Il y a maintenant une nouvelle Renault 5. Son prix 17 900 F clés en main. C'est une vraie Renault 5 amusante, séduisante et un peu snob, comme toutes les Renault 5. La nouvelle Renault 5, c'est une 5 CV, levier de vitesses au plancher et beaucoup de brio. La Renault 5 a des ceintures de sécurité à enrouleur comme toutes les Renault 77. Pour 17 900 F c'est vraiment chouette de rouler en Renault 5.



5CV
Renault préconise elf

Pour toute information s'adresser : R.N.U.R. B.P. 142 92109 Boulogne-Billancourt

